

**Formulaire international type  
selon le Traité sur le droit des brevets (PLT)**

Réservé à l'office

.....\*

**REQUÊTE EN**

**INSCRIPTION D'UNE SÛRETÉ RÉELLE**

**RADIATION DE L'INSCRIPTION D'UNE  
SÛRETÉ RÉELLE**

**[PROJET]**

\* Indiquer le nom de l'office des brevets national ou régional auquel est demandée l'inscription.

Référence de l'auteur de la requête  
(facultatif) :

**Cadre n° I DEMANDES OU BREVETS CONCERNÉS**

La présente requête porte sur les demandes ou les brevets ci-après :

Numéros des demandes\* :

Numéros des brevets\* :

*\*Lorsqu'une demande n'a pas encore de numéro ou que son numéro n'est pas connu du déposant ou de son mandataire, il est possible de désigner cette demande : i) en indiquant le numéro provisoire attribué (le cas échéant) par l'office, ii) en fournissant une copie de la partie de la demande réservée à la requête avec l'indication de la date à laquelle la demande a été adressée à l'office ou iii) le numéro de référence attribué à la demande par le déposant ou son mandataire, ainsi que le nom et l'adresse du déposant, le titre de l'invention et la date à laquelle la demande a été envoyée à l'office.*

D'autres demandes ou d'autres brevets sont indiqués sur la feuille supplémentaire n° .....

**Cadre n° II PERSONNE(S) FOURNISSANT LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE**

Nom et adresse (nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays du domicile est celui de l'adresse indiquée dans ce cadre) :

N° de téléphone

N° de télécopieur

Adresse électronique

Numéro d'enregistrement ou autre indication  
inscrite auprès de l'office

D'autres personnes fournissant la sûreté réelle concernée sont indiquées sur la feuille suivante : suite du cadre n° II

**Cadre n° III MANDATAIRE DE LA (DES) PERSONNE(S) FOURNISSANT LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE**

Nom et adresse :

N° de téléphone

N° de télécopieur

Adresse électronique

Numéro d'enregistrement ou autre indication  
inscrite auprès de l'office

Le pouvoir est joint       Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande       Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office

D'autres mandataires de la ou des personnes fournissant la sûreté réelle concernée sont indiqués sur la feuille suivante : suite du cadre n° III

Feuille n° .....

**Suite du cadre n° II AUTRE(S) PERSONNE(S) FOURNISSANT LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE**

*Si aucun des sous-cadres suivants n'est utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la requête.*

Nom et adresse :	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Adresse électronique
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Adresse électronique
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Adresse électronique
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Adresse électronique
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Adresse électronique
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office

Feuille n° .....

**Suite du cadre n° III AUTRE(S) MANDATAIRE(S) DE LA OU DES PERSONNES FOURNISSANT LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE**

*Si aucun des sous-cadres suivants n'est utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la requête.*

Nom et adresse :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
<input type="checkbox"/> Le pouvoir est joint	<input type="checkbox"/> Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande	<input type="checkbox"/> Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
<input type="checkbox"/> Le pouvoir est joint	<input type="checkbox"/> Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande	<input type="checkbox"/> Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
<input type="checkbox"/> Le pouvoir est joint	<input type="checkbox"/> Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande	<input type="checkbox"/> Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
<input type="checkbox"/> Le pouvoir est joint	<input type="checkbox"/> Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande	<input type="checkbox"/> Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office

<b>Cadre n° IV ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE OU DOMICILE ÉLU DE LA OU DES PERSONNES FOURNISSANT LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE</b>		
<b>Cadre n° V ACQUÉREUR(S) DE LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE</b>		
Nom et adresse ( <i>nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays du domicile est celui de l'adresse indiquée dans ce cadre</i> ) :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :	
<input type="checkbox"/> D'autres acquéreurs de la sûreté réelle concernée sont indiqués sur la feuille intitulée : suite du cadre n° V		
<b>Cadre n° VI MANDATAIRE DU OU DES ACQUÉREURS DE LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE</b>		
Nom et adresse :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
<input type="checkbox"/> Le pouvoir est joint	<input type="checkbox"/> Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande	<input type="checkbox"/> Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office
<input type="checkbox"/> D'autres mandataires du ou des acquéreurs de la sûreté réelle concernée sont indiqués sur la feuille intitulée : suite du cadre n° VI		
<b>Cadre n° VII ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE OU DOMICILE ÉLU DU OU DES ACQUÉREURS DE LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE</b>		

Feuille n° .....

<b>Suite du cadre n° V AUTRE(S) ACQUÉREUR(S) DE LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE</b>	
<i>Si aucun des sous-cadres suivants n'est utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la requête.</i>	
Nom et adresse :	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Adresse électronique
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :
Nom et adresse :	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Adresse électronique
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :
Nom et adresse :	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Adresse électronique
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :
Nom et adresse :	N° de téléphone
	N° de télécopieur
	Adresse électronique
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :

Feuille n° .....

<b>Suite du cadre n° VI AUTRE(S) MANDATAIRE(S) DU OU DES ACQUÉREURS DE LA SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE</b>		
<i>Si aucun des sous-cadres suivants n'est utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la requête.</i>		
Nom et adresse :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
<input type="checkbox"/> Le pouvoir est joint	<input type="checkbox"/> Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande	<input type="checkbox"/> Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
<input type="checkbox"/> Le pouvoir est joint	<input type="checkbox"/> Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande	<input type="checkbox"/> Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
<input type="checkbox"/> Le pouvoir est joint	<input type="checkbox"/> Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande	<input type="checkbox"/> Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office
Nom et adresse :	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Adresse électronique	
	Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office	
<input type="checkbox"/> Le pouvoir est joint	<input type="checkbox"/> Le mandataire a été constitué dans le formulaire de requête lors du dépôt de la demande	<input type="checkbox"/> Le pouvoir (n° ..... ) est déjà en la possession de l'office

**Cadre n° VIII RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CONTRAT DE SÛRETÉ RÉELLE CONCERNÉE**

- A. Si la présente requête est une requête en inscription d'une sûreté réelle, remplir les points Aa) à Ac) ci-dessous :
- Aa) Date du contrat de sûreté réelle : .....
- Ab) Durée : .....
- Ac) Renseignements sur l'inscription de la sûreté réelle (dans le cas où l'inscription est obligatoire en vertu de la législation applicable) :  
.....  
.....  
.....
- B. Si la présente requête est une requête en radiation d'une inscription d'une sûreté réelle, remplir les points Ba) à Bc) ci-dessous :
- Ba) Date d'inscription du contrat de sûreté réelle : .....
- Bb) Numéro de l'inscription (s'il est connu) : .....
- Bc) Renseignements sur l'inscription de la sûreté réelle (dans le cas où l'inscription est obligatoire en vertu de la législation applicable) :  
.....  
.....

**Cadre n° IX JUSTIFICATIFS DE  LA SÛRETÉ RÉELLE  L'ANNULATION DE LA SÛRETÉ RÉELLE**

- a)  La sûreté réelle/l'annulation de la sûreté réelle est un accord librement conclu entre les parties.  
L'un des documents ci-après est joint :
- une copie de l'accord
  - une copie de l'accord, certifiée conforme à l'original
  - un extrait de l'accord comprenant les parties de l'accord relatives aux droits cédés/à la cessation des droits concédés sous licence et à l'étendue de ces droits
  - un extrait de l'accord certifié conforme à l'original, comprenant les parties de l'accord relatives aux droits cédés/à la cessation des droits concédés sous licence et à l'étendue de ces droits
- b)  La sûreté réelle/l'annulation de la sûreté réelle n'est pas un accord librement conclu entre les parties (résulte par exemple de l'effet de la loi ou d'une décision judiciaire)
- Une copie ou une copie certifiée conforme à l'original d'un document apportant la preuve de la sûreté réelle/l'annulation de la sûreté réelle est jointe (préciser)  
.....

**Cadre n° X RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES DROITS ÉVENTUELS D'UN ÉTAT**

**Cadre n° XI DÉCLARATION CONFIRMANT QUE L'INFORMATION CONTENUE DANS LA REQUÊTE EST VÉRIDIQUE ET EXACTE**

**Cadre n° XII PIÈCE(S) JOINTE(S)**

- Pouvoir (cadre n° III ou VI)
- Justificatifs du contrat de  la sûreté réelle  l'annulation du contrat de sûreté réelle (cadre n° IX), avec leur traduction au besoin
- Consentement à  l'inscription  la radiation de l'inscription d'une sûreté réelle par un déposant, titulaire, titulaire d'une licence exclusive, codéposant, cotitulaire ou cotitulaire d'une licence exclusive qui n'est pas partie à cette sûreté, avec leur traduction au besoin
- Copie distincte de la requête pour chaque demande et chaque brevet (si la requête concerne plusieurs demandes ou brevets)
- Autres (préciser) .....

**Cadre n° XIII SIGNATURE OU SCEAU; DATE**

*Indiquer, en regard de chaque signature ou sceau, le nom de la personne qui l'appose, la qualité en laquelle cette personne agit (si sa qualité n'est pas évidente) et la date d'apposition de la signature ou du sceau.*



**NOTES RELATIVES AUX FORMULAIRES INTERNATIONAUX TYPES DE REQUÊTE SELON LE PLT  
REQUÊTE EN INSCRIPTION/RADIATION DE L'INSCRIPTION D'UNE SÛRETÉ RÉELLE**

Les présentes notes ont été établies par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) à des fins seulement explicatives, dans le but de faciliter le remplissage du formulaire intitulé "Requête en inscription/radiation de l'inscription d'une sûreté réelle". En cas de conflit entre les présentes notes et les dispositions du Traité sur le droit des brevets et de son règlement d'exécution, ces dernières prévalent. Aucune note n'a été établie pour les parties du formulaire qui n'appellent pas d'explications particulières. Le formulaire et les présentes notes peuvent être téléchargés sur le site Internet de l'OMPI, à l'adresse <http://www.wipo.int/treaties/fr/ip/plt/forms.html>.

**TITRE DU FORMULAIRE**

Lorsqu'une sûreté réelle sur une demande ou un brevet peut faire l'objet d'une inscription en vertu de la législation applicable, ce formulaire peut être utilisé pour demander ladite inscription ou radiation de l'inscription à l'office des brevets national ou régional.

Le nom de l'office des brevets national ou régional auquel est demandée l'inscription ou radiation de l'inscription d'une sûreté réelle doit être indiqué au-dessus des pointillés. Le cadre intitulé "Référence de l'auteur de la requête" permet d'indiquer tout numéro de référence concernant la requête, dans le but de faciliter la tâche de l'auteur de la requête. Cette mention est facultative.

**CADRE N° I**

**Demandes ou brevets concernés :** si la requête concerne plus d'une demande ou plus d'un brevet, la législation nationale ou régionale applicable peut disposer qu'une copie distincte de la requête doit être fournie pour chaque demande ou brevet. Dans un tel cas, la case appropriée du cadre n° XII doit être cochée, et les copies en question doivent être jointes à la présente requête. En ce qui concerne l'identification des brevets, il convient de se reporter à la norme ST.1 de l'OMPI.

**CADRE N° II**

**Noms et adresses :** le nom de famille (de préférence en majuscules) doit précéder le ou les prénoms. Les titres et les diplômes universitaires ne doivent pas être mentionnés. Les personnes morales doivent être nommées par leurs désignations officielles complètes.

L'adresse doit être indiquée de manière à permettre une distribution postale rapide; elle doit comprendre toutes les unités administratives pertinentes (jusques et y compris le numéro de la maison, s'il y en a un), le code postal, s'il y en a un, et le nom du pays.

Il ne peut être indiqué qu'une seule adresse par personne. En ce qui concerne l'indication d'une adresse particulière pour la correspondance ou le domicile élu, voir les notes relatives au cadre n° IV.

Pour permettre une communication rapide avec la personne mentionnée dans le cadre n° II, il y a lieu d'indiquer les **numéros de téléphone, de télécopieur et/ou les adresses de courrier électronique** de cette personne. Tout numéro de ce type doit comporter les indicatifs de pays et de zone en vigueur.

**Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office :** lorsque est inscrite auprès de l'office national ou régional, il convient d'indiquer le numéro ou autre indication sous laquelle cette inscription a été effectuée, si la législation applicable l'exige.

**CADRE N° III**

**Mandataire :** pour la manière dont le ou les noms et adresses doivent être indiqués, voir les notes relatives au cadre n° II. Lorsque plusieurs mandataires sont indiqués, il convient de mentionner en premier celui à qui la correspondance doit être adressée.

**Mode de constitution d'un mandataire :** la constitution de mandataire peut avoir été effectuée lors du dépôt de la demande, au moyen d'une indication portée dans le formulaire de requête ou par le dépôt d'un pouvoir général. Si aucun mandataire n'a été constitué, un pouvoir doit accompagner la présente requête en inscription/radiation de l'inscription d'une sûreté réelle, et la case appropriée du cadre n° XII doit être cochée.

Il n'est pas nécessaire de fournir un pouvoir lorsque la constitution formelle d'un mandataire n'est pas exigée, que ce soit à l'égard de toute catégorie de mandataires ou de certains d'entre eux seulement (dans certains pays, par exemple, les mandataires agréés peuvent exercer auprès de l'office sans justifier d'un pouvoir).

**Numéro d'enregistrement ou autre indication inscrite auprès de l'office :** lorsque le mandataire est inscrit auprès de l'office national ou régional, il convient d'indiquer le numéro ou autre indication sous laquelle cette inscription/radiation de l'inscription a été effectuée, si la législation applicable l'exige.

**CADRE N° IV**

**Adresse pour la correspondance ou domicile élu :** en cas de constitution de mandataire, toute correspondance destinée à la personne fournissant la sûreté réelle concernée est envoyée à l'adresse indiquée pour ce mandataire, à moins que cette personne n'indique expressément dans le cadre n° IV une autre adresse pour la correspondance ou un autre domicile élu (voir la règle 10.4) du règlement d'exécution du PLT). Si aucun mandataire n'est constitué et que la personne fournissant la sûreté réelle concernée a indiqué dans le cadre n° II une adresse sur un territoire prescrit par la Partie contractante, toute correspondance est envoyée à cette adresse, à moins que la personne fournissant la sûreté réelle concernée n'indique expressément dans le cadre n° IV une autre adresse pour la correspondance ou un autre domicile élu (voir la règle 10.3) du règlement d'exécution du PLT).

#### CADRE N° V

Voir les notes relatives au cadre n° II.

**Nationalité :** la nationalité de chaque acquéreur de la sûreté réelle concernée doit être indiquée au moyen du nom de l'État (c'est à dire, le pays) dont l'intéressé est ressortissant. Les codes à deux lettres figurant dans la norme ST.3 de l'OMPI peuvent être utilisés pour l'indication des noms des États. Une personne morale constituée conformément à la législation d'un État est considérée comme ayant la nationalité de cet État.

**Domicile :** le domicile de chaque acquéreur de la sûreté réelle concernée doit être indiqué au moyen du nom ou du code à deux lettres de l'État (c'est à dire, le pays) où l'intéressé a son domicile. Si le domicile n'est pas indiqué, l'État du domicile sera présumé être le même que celui qui est indiqué dans l'adresse. La possession d'un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux dans un État est considérée comme constituant domicile dans cet État.

#### CADRE N° VI

Voir les notes relatives au cadre n° III.

#### CADRE N° VII

Voir les notes relatives au cadre n° IV.

#### CADRE N° VIII

**Renseignements relatifs au contrat de sûreté réelle concernée :** lorsque le formulaire est utilisé pour demander l'inscription d'une licence, les points Aa) à Ad) doivent être remplis conformément à la législation applicable. Lorsque le formulaire est utilisé pour demander la radiation de l'inscription d'une licence, les points Ba) à Bc) doivent être remplis conformément à la législation applicable. Le numéro ou autre indication sous laquelle cette inscription a été effectuée doit être indiqué au point Bb), s'il est connu du requérant.

#### CADRE N° IX

**Justificatifs de la sûreté réelle/annulation de la sûreté réelle :** la législation applicable peut exiger que la requête en inscription/radiation de l'inscription soit accompagnée par un seul des documents énumérés dans le cadre n° VIII. Lorsque la sûreté réelle/l'annulation de la sûreté réelle est un accord librement conclu entre les parties (point a)), le choix de ce document appartient au requérant. Lorsque la sûreté réelle/l'annulation de la sûreté réelle n'est pas un accord librement conclu entre les parties (point b)), par exemple parce qu'elle résulte de l'effet de la loi ou d'une décision judiciaire, la législation applicable peut exiger que la requête soit accompagnée d'une copie de tout document apportant la preuve de la sûreté réelle/l'annulation de la sûreté réelle. La législation applicable ne peut pas exiger l'original d'un tel document, mais elle peut prévoir que la copie de celui-ci doit être certifiée.

Lorsque la législation applicable exige que la copie du document soit certifiée conforme à l'original, la certification peut être effectuée, au choix du requérant, par un officier public, une autorité publique compétente ou, lorsque la législation le permet, un mandataire.

#### CADRE N° X

Lorsque la législation applicable exige que la requête en inscription ou en radiation de l'inscription contienne des renseignements concernant les droits éventuels du pays, ces renseignements doivent être indiqués dans ce cadre.

#### CADRE N° XI

Lorsque la législation applicable exige que la requête en inscription ou en radiation de l'inscription contienne une déclaration selon laquelle l'information contenue dans la requête est véridique et exacte, cette déclaration doit figurer dans ce cadre.

#### CADRE N° XII

**Pièce(s) jointe(s) :** Lorsqu'une feuille supplémentaire est utilisée pour indiquer d'autres numéros de demandes ou de brevets, la case figurant au bas du cadre n° I doit être cochée, et le numéro de la feuille supplémentaire doit être indiqué.

#### CADRE N° XIII

**Signature :** La requête en inscription/radiation de l'inscription doit être signée par la personne fournissant la sûreté réelle concernée ou par l'acquéreur de la sûreté réelle concernée. Si la sûreté réelle concernée est fournie ou acquise par plusieurs personnes, chacune de ces dernières doit apposer sa signature ou son sceau conformément à la législation nationale ou régionale applicable. Lorsque la signature figurant sur la requête est non pas celle de ces personnes, mais celle du mandataire, un pouvoir distinct ou la copie du pouvoir général ou d'un pouvoir unique qui est déjà en la possession de l'office doit être remis, à moins que la fourniture d'un pouvoir ou d'une copie d'un pouvoir ne soit pas exigée par la législation applicable.

**Date :** lorsque l'indication de la date de la signature ou du sceau est requise en vertu de la législation applicable mais n'est pas fournie, la date à laquelle la signature est réputée avoir été apposée est la date à laquelle la requête en inscription/radiation de l'inscription a été reçue par l'office ou, si la législation applicable le permet, une date antérieure (voir la règle 9.2) du règlement d'exécution du PLT).

[Fin de l'annexe et du document]